

SYNTHÈSE DOCUMENTAIRE

La crise malienne et l'intervention internationale

Chronologie raisonnée · 2012 – 2023

Établie à partir de trois documents audiovisuels et d'une dépêche de presse

Sur quoi repose cette synthèse

Document 1

Reportage rétrospectif sur l'opération Serval (janv. 2013 – août 2014)

Document 2

Reportage sur la visite de François Hollande à Bamako et Tombouctou

Document 3

Interview d'Alassane Ouattara, Europe 1 (Jean-Pierre Elkabbach), déc. 2012

Document 4

Dépêche : Ouattara reçoit Romano Prodi à Abidjan, 18 décembre 2012

Les faits proviennent exclusivement de ces sources. Les photos d'Abidjan (AFP) et de l'entretien Europe 1 sont des documents d'époque ; les autres visuels sont des illustrations d'ambiance recréées.

2012 : un pays coupé en deux

- Le nord du Mali — environ deux tiers du territoire national — échappe au contrôle de Bamako.
- Il est tenu par des groupes armés islamistes réunis autour d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et par des rebelles touaregs.
- Ces groupes attaquent l'armée malienne et progressent vers le sud, jusqu'à menacer la route de Bamako.
- Les autorités maliennes appellent à l'aide la communauté internationale, et en particulier la France.

« Deux tiers du territoire malien » occupés — Alassane Ouattara, décembre 2012

Qui intervient, et à quel titre

AQMI · groupes armés

Occupent le Nord, imposent la charia, attaquent l'armée malienne

MNLA · Ansar Dine

Mouvements rebelles ; selon Ouattara, « débordés » par des combattants venus d'ailleurs

Mali

État demandeur : appelle la communauté internationale à l'aide

CEDEAO

300 M d'habitants ; Ouattara en est le président en exercice ; force de 3 000 hommes prête

ONU · Conseil de sécurité

Détient le feu vert ; émet des réticences sur l'efficacité du plan militaire

France · Union européenne

Soutien diplomatique, logistique et financier ; puis engagement militaire direct

Le Nord sous occupation

1

Lieux

Destruction des débits de boissons et des statuettes traditionnelles, considérées comme des idoles

2

Patrimoine

Atteinte aux mausolées de Tombouctou, classés au patrimoine de l'humanité ; manuscrits anciens brûlés

3

Personnes

Châtiments corporels publics ; mains coupées ; libertés fondamentales suspendues

4

Vie sociale

Tam-tams interdits, port du voile imposé — usages rétablis dès la libération des villes

Ouattara reçoit Romano Prodi

- Romano Prodi, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahel, effectue une tournée de trois jours en Afrique de l'Ouest.
- Ouattara, président en exercice de la CEDEAO, demande une résolution du Conseil de sécurité « dès la fin de cette semaine ».
- Prodi reconnaît une situation « grave et urgente » et insiste sur une action militaire efficacement préparée.
- Il rappelle l'exigence du secrétaire général : tout faire pour trouver une issue pacifique avant toute opération armée.
- La tournée s'achève au Niger, auprès de Mahamadou Issoufou, favorable lui aussi à une intervention rapide.



Alassane Ouattara et Romano Prodi devant le palais présidentiel, Abidjan, 18 décembre 2012 (AFP).

La position ivoirienne, exposée sur Europe 1

LE DIAGNOSTIC

« Le nord Mali est occupé par des terroristes, des trafiquants de drogue. »

LE RISQUE

« Il y a des risques pour toute la sous-région, pour le continent et même pour l'Europe. »

LE CALENDRIER

Une résolution en décembre, une intervention « dès le premier trimestre ».

LES MOYENS

« Une force d'intervention de plus de 3 000 personnes » ; besoin de matériel, de logistique, de financements.



Alassane Ouattara au micro d'Europe 1, décembre 2012.

Après un entretien avec François Hollande à l'Élysée, qui promet d'appuyer la demande auprès du Conseil de sécurité.

Alassane Ouattara réclame une résolution « sans délai »

« Nous souhaitons que la résolution du Conseil de sécurité intervienne dès la fin de cette semaine. »

« Il n'y a plus de temps à perdre : chaque semaine perdue renforce les groupes armés au Nord. »

« Une force d'intervention de plus de 3 000 personnes est nécessaire, avec logistique et financements. »

Président en exercice de la CEDEAO — porte-parole de la demande ouest-africaine auprès de l'ONU et de Paris.



Jean-Pierre Elkabbach reçoit Alassane Ouattara, Europe 1 Matin, décembre 2012.

CE QUE CELA A PERMIS

La résolution 2085 du Conseil de sécurité (20 décembre 2012) autorise le déploiement de la MISMA et fournit le cadre juridique invoqué par la France le 11 janvier 2013 pour stopper l'avancée vers Bamako.

Pourquoi le feu vert tarde

Ce qui pousse

- Réunions successives de la CEDEAO sur la crise malienne
- Projet d'intervention armée soutenu par l'Union africaine
- Pression des pays voisins : Côte d'Ivoire, Niger
- Troupes déjà à l'entraînement

Ce qui retient

- Réticences du Conseil de sécurité sur l'efficacité du plan militaire
- Exigence onusienne d'épuiser d'abord la voie pacifique
- Besoin de logistique et de financements extérieurs
- Préparation jugée insuffisante par l'envoyé spécial

Résultat : aucune résolution n'est adoptée avant que la situation militaire ne se dégrade sur le terrain.

LE BASCULEMENT

11 janvier 2013

« Les forces armées françaises ont apporté cet après-midi leur soutien aux unités maliennes pour lutter contre ces éléments terroristes. Cette opération durera le temps nécessaire. »

François Hollande, président de la République française
Arrivée des éléments de l'opération Serval au Mali (illustration).



MÊME JOUR

Engagement des militaires français autour de Konna, dans le centre du pays.

FRAPPES AÉRIENNES

Les colonnes de pick-up qui progressaient vers le sud sont visées ; l'avancée est stoppée.

JANVIER 2013

La reconquête des villes du Nord

- 
- A vertical timeline with a light green line and red circular markers. The events are listed to the right of the markers.
- 13 janv.** ● François Hollande précise que « la France n'a pas vocation à rester au Mali ».
 - 26 janv.** ● Reprise de Gao, tenue par les groupes islamistes pendant neuf mois. Retour du maire dans sa ville.
 - 28 janv.** ● Tombouctou : largage de 250 parachutistes à 23 heures pour encercler le nord de la ville — une opération d'une ampleur inédite depuis 1978.
 - Suite** ● Progression vers l'aéroport : trois heures pour parcourir trois kilomètres en terrain ensablé et miné.

FÉVRIER 2013

L'accueil réservé à François Hollande

- À Tombouctou puis à Bamako, foules, drapeaux français et portraits du président encadrés.
- Les tam-tams interdits ressortent ; les femmes retrouvent boubous colorés et chants.
- Le ministre des Affaires étrangères apparaît « au bord des larmes » ; un dromadaire est offert au président français.
- Visite de la grande mosquée de Bamako et d'une bibliothèque dont des manuscrits anciens ont été brûlés.



Accueil du président français (illustration).

« Cette journée de liesse ne doit pas faire oublier que la menace des djihadistes plane toujours sur leur pays. »

1ER AOÛT 2014

Fin de Serval : ce que disent les chiffres

≈ 2 500

soldats français engagés dans
l'opération

9

militaires français tués

19 mois

de janvier 2013 à août 2014

Serval est remplacée par l'opération Barkhane, au périmètre régional élargi.

Le dispositif militaire français ne se retire pas : il change de nom, de format et d'échelle géographique. C'est le point de départ d'une présence longue, dont la fin sera politique avant d'être militaire.

Le départ définitif du Mali

- Une junte militaire arrive au pouvoir à Bamako, ouvertement opposée à la présence française dans le pays.
- Les soldats français quittent définitivement le Mali.
- En neuf ans, la relation est passée de l'appel à l'aide et de l'accueil en libérateur au rejet de la présence étrangère.

Un retournement à documenter

Les sources réunies ici décrivent le début et la fin de la séquence, mais pas les années intermédiaires. Toute lecture des causes du retournement exige des documents complémentaires.

Prolongement : la crise Côte d'Ivoire – Mali

- Une crise diplomatique oppose Abidjan et Bamako autour de l'affaire des 46 militaires ivoiriens.
- Elle intervient dix ans après le plaidoyer ivoirien de décembre 2012 en faveur d'une intervention au Mali.
- Le rapport entre la Côte d'Ivoire — moteur de la démarche CEDEAO — et le Mali s'est inversé.
- Cet épisode est mentionné dans les notes sources sans développement : il est signalé ici comme piste d'analyse, non comme fait établi par les documents.

2012 : la CEDEAO réclame d'intervenir au Mali. · 2023 : ses militaires y sont retenus.

La séquence en un coup d'œil

2012	Le nord du Mali passe sous contrôle de groupes armés ; la charia y est imposée
18 déc. 2012	Abidjan : Ouattara demande à Romano Prodi une résolution de l'ONU sans délai
déc. 2012	Paris : Ouattara plaide l'urgence à l'Élysée puis sur Europe 1
11 janv. 2013	Déclenchement de l'opération Serval ; premiers combats autour de Konna
26 janv. 2013	Reprise de Gao
28 janv. 2013	Reprise de Tombouctou ; largage de 250 parachutistes
févr. 2013	Visite de François Hollande à Tombouctou et Bamako, accueilli en libérateur
1er août 2014	Fin de Serval : $\approx$ 2 500 soldats engagés, 9 morts ; relais par Barkhane
2022	Départ définitif des soldats français après l'arrivée d'une junte au pouvoir
21 févr. 2023	Crise diplomatique Côte d'Ivoire – Mali : l'affaire des 46 militaires ivoiriens

Quatre lignes de force, quatre précautions

Ce que les sources établissent

- Un décalage constant entre l'urgence proclamée sur le terrain et le temps de la décision internationale.
- Une demande africaine portée par la CEDEAO, mais dépendante de moyens et d'un mandat extérieurs.
- Une intervention militaire rapide dans ses résultats visibles, longue dans ses suites.
- Un soutien populaire initial massif, qui ne préjuge pas de son maintien dans la durée.

Ce qu'elles ne permettent pas de conclure

- Les documents 1 et 2 sont des reportages : ils rendent compte d'un climat autant que de faits.
- Le document 3 est un entretien politique : il expose une position, non un constat neutre.
- Les années 2014-2022 ne sont pas couvertes par ces sources.
- Les points de vue maliens sur la fin de la présence française n'y figurent pas.